

**Intersessional Panel of the United Nations Commission on Science and
Technology for Development (CSTD)**

**Geneva, Switzerland
26-28 November 2014**

Contribution by

**Jean-Louis Fullsack on behalf of the Centre d'Etudes de la Synergie Inter-
Réseaux (CESIR)**

DISCLAIMER: The views presented here are the contributors' and do not necessarily reflect the views and position of the United Nations or the United Nations Conference on Trade and Development.

WSIS+10 Follow-Up – CSTD 2014-2015 Inter-Sessional Panel

Geneva – November 28th, 2014

Interventions de Jean-Louis Fullsack, au nom du CESIR

Sujet 1 : Mécanismes de financement des objectifs du SMSI

Merci, Madame la Présidente. Merci aussi au Secrétariat pour son Rapport très documenté qui sera une référence pour la société civile quant au bilan du SMSI. Mon intervention porte sur le Chapitre VI de ce Rapport, les mécanismes de financement pour la société de l'information.

Je remercie aussi Monsieur Adama Samassékou pour avoir rappelé la place centrale de l'éthique dans nos objectifs en même temps que la diversité culturelle et linguistique. Cette diversité est en particulier la base des communautés minoritaires ou excentrées et s'exprime principalement à travers les médias traditionnels que sont les radios et télévisions communautaires, outils souvent plus efficaces que le « haut débit » car plus socialisants et plus aptes à assurer leur survie et leur développement. C'est pourquoi nous devons garder toute leur place à ces médias dans nos travaux et nos objectifs.

Je remercie aussi Monsieur Karklins d'avoir rappelé l'importance de la problématique du financement à laquelle le SMSI n'a pas donné jusqu'ici la place et la structure indispensables.

Enfin, je remercie l'honorable Représentante de la République Dominicaine pour avoir souligné l'importance des infrastructures de réseau pour assurer l'accès pour tous aux services, et rappelé les lacunes toujours présentes au niveau de l'interconnexion sub-régionale et internationale dans sa Région. Il en est de même en Afrique.

Avant d'aborder le sujet de ma présentation, deux remarques préalables s'imposent :

- Les documents du SMSI et le Rapport du Secrétariat insistent de manière récurrente sur la nécessité de « mesurer les résultats » dans l'atteinte des objectifs. Mais ils omettent –ou évitent- la nécessité de les **évaluer**, c'est-à-dire de dresser un **bilan** de ce qui a marché et ce qui n'a pas marché. Cette grave lacune prive les acteurs d'une société de l'information de la faculté d'identifier les erreurs à éviter et des leçons à en tirer pour l'avenir.
- Les **infrastructures sont des méga-investissements**. Il importe donc d'en limiter autant que possible les montants nécessaires, avant de faire appel aux financeurs. A cette fin, on évaluera tout nouveau projet d'infrastructure par rapport à l'existant et au(x) projet(s) déjà programmés, (i) en termes d'adéquation, ce qui doit éliminer d'éventuels doublons ou recouvrements, et (ii) en termes d'intégration, ce qui doit concourir à réaliser un véritable réseau ou à l'optimiser lorsqu'il existe. Le résultat de cette évaluation est le redimensionnement du projet concerné et sa validation finale, technique et financière.

Le point central de mon intervention concerne les **mécanismes de financement des objectifs du SMSI au-delà de 2015**. Ils constituent une problématique fondamentale.

Comme rappelé par Monsieur Karklins, le Groupe de travail sur les mécanismes financiers (GTMF, ou TFFM en anglais) a fait un bon travail. Mais il a eu une durée de vie limitée et ses propositions sont incomplètes. En effet, il a oublié les transferts de fonds des expatriés et diasporas vers leurs lieux d'origine, alors qu'ils sont un mécanisme de financement important, car leur montant total dépasse celui de l'Aide publique au développement (APD), et autrement plus efficace que celle-ci en termes de développement. En outre, il n'a pas pris en compte les effets de la mutualisation des infrastructures télécoms/TIC notamment en termes d'investissement. Or, ces deux mécanismes vraiment innovants, avaient été portés à la connaissance du SMSI et du GTMF par moi-même -au nom du Groupe de travail de la société civile sur le financement dont j'étais *vice-chairman*- lors de la Phase de Tunis du SMSI.

Ces lacunes étaient prises en compte dans la proposition d'un groupe de travail permanent sur le financement des objectifs du SMSI, que j'ai présentée régulièrement lors des Forums du SMSI au nom de CSDPTT puis du CESIR, sans recevoir de suite ; je la reformule donc aujourd'hui. Elle vise à établir un futur **Forum sur les Mécanismes de Financement (FMF)**, à l'instar et sur le

modèle du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI), qui sera un outil majeur pour le SMSI au-delà de 2015 dont il renforcera la crédibilité des objectifs.

Le FMF proposé prendra en compte les transferts de fonds, notamment en direction des communautés excentrées et rurales des PeD. En outre il intégrera en son sein le concept et la méthodologie de la synergie inter-réseaux (SIR), une approche multi-, trans- et inter-sectorielle, qui induit une économie importante, tant en termes d'investissement (CAPEX) qu'en termes de fonctionnement (OPEX) et d'usage par la fertilisation croisée avec les infrastructures générales. L'application systématique de la SIR à tout projet d'infrastructure TIC/télécoms garantira ainsi sa viabilité et contribuera de manière plus efficace au développement durable de l'espace desservi par un tel projet.

De ce fait, le FMF sera un garant pour mettre les TIC au service du développement durable, thème central du processus du SMSI au-delà de 2015.

J'ajoute pour terminer qu'en 2010 le CESIR a présenté officiellement la démarche SIR à tous les acteurs impliqués dans le financement du développement des TIC/Télécoms : la Banque mondiale, le Fonds européen de développement, la Banque africaine de développement et l'UIT. Jusqu'à présent aucun d'eux n'y a donné une suite.

Merci Madame la Présidente.

Sujet 2 : La relation Electricité-TIC/Télécoms

Merci Madame la Présidente de me redonner la parole.

Depuis le tout début du SMSI au nom de CSDPTT, j'ai attiré l'attention des partenaires sur l'importance de l'électricité dans le déploiement, l'usage et le fonctionnement des TIC/Télécoms dans les pays en développement. J'affirme même que dans ces pays le « fossé électrique » prévaut sur le « fossé numérique ».

Cette affirmation se fonde sur mon expérience acquise dans mes nombreuses missions et séjours en Afrique dans le cadre de l'UIT. Dans les réseaux de télécommunications du continent, **les défaillances de l'alimentation électrique des sites et équipements sont responsables de 9 coupures majeures des communications sur 10**. Et ces défaillances électriques concernent même les pays émergents tels l'Afrique du Sud, où ESKOM, l'opérateur public d'électricité, opère plusieurs délestages longs par semaine.

Si on peut se réjouir que l'Afrique détient le record mondial de la croissance des télécommunications mobiles, il faut aussi savoir qu'il détient le triste record mondial de la plus mauvaise qualité de ses communications, donc de ses réseaux ! Un indéniable échec que personne n'a encore valorisé.

Il est donc urgent que le SMSI considère -enfin !- la disponibilité permanente de l'électricité comme un prérequis dans les programmes de déploiement des TIC/Télécoms qu'il préconise. Comme je l'ai toujours rappelé au SMSI, les sources d'alimentation électrique –notamment en Afrique- doivent être basées sur les **énergies renouvelables**, en tout premier lieu photovoltaïques.

La caractéristique de pérennité qu'implique cette interdépendance entre électricité et TIC/Télécoms lui confère aussi des vertus. Elle induit une **démarche multisectorielle –énergie et communications-** qui peut exercer un effet de levier efficace en vue du développement durable de l'espace desservi. Les opérateurs concernés ont le potentiel –matériel et humain- pour partager leurs ressources avec les collectivités, administrations, entreprises et communautés, concourant ainsi au développement endogène de cet espace.

La démarche que je propose au nom du CESIR est un exemple très concret pour la contribution du SMSI au-delà de 2015 aux Objectifs de Développement Durable (ODD), souhaitée par l'Assemblée Générale des Nations unies.

Sujet 3 : Intégrer les Universités et Ecoles d'Ingénieurs africaines dans les travaux du SMSI.

Le SMSI ne doit plus se contenter de sessions incantatoires mais, à l'aube de sa prolongation et en cohérence étroite avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), il doit trouver sa voie et sa vocation réalistes en vue d'apporter sa contribution effective pour atteindre ces objectifs.

Les PeD seront sa préoccupation. Parmi eux, **l'Afrique constitue un défi majeur et prioritaire du fait de l'évolution de sa démographie**. Dès 2020, en effet, 11 millions de jeunes viendront chaque année grossir le « marché de l'emploi »*.

Le SMSI doit s'engager avec ses partenaires à relever ce défi.

L'éducation n'est pas seulement une affaire de e-learning, mais d'abord celle d'hommes et de femmes qu'il faut mobiliser et former pour transmettre leur savoir. C'est dans le domaine des fonctions de l'UNESCO, et ses partenaires du SMSI et tous ceux qui s'y sont engagés doivent l'y aider.

Par ailleurs, l'Afrique dispose d'établissements supérieurs et d'enseignants de grande qualité. L'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ou l'Université de Nairobi, de même qu'une demi-douzaine d'Universités en République sud-africaine, occupent une place d'excellence. Dans le domaine des TIC/Télécoms citons-en en particulier l'ESMT Dakar et l'AFRALTI à Nairobi, toutes deux des institutions intergouvernementales, francophone et anglophone respectivement. Mais à l'instar de l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé ou de Sup'Com de Tunis, d'autres établissements de qualité reconnue existent sur le continent.

Dans sa phase au-delà de 2015, le SMSI doit non seulement les encourager mais les **soutenir** en priorité au lieu de promouvoir des « académies » privées. Il doit susciter les partenariats de réel échange avec les universités et instituts supérieurs des pays industrialisés. En outre, le SMSI doit les **associer** à ses travaux, à travers des thèmes qu'il leur soumettra et de recherches et d'observation critique d'évolution d'une société d'information ou du suivi des objectifs du SMSI qu'il leur demandera d'effectuer. Ces thèmes et domaines de recherches doivent être en majorité **interdisciplinaires** pour mieux appréhender les problématiques complexes des TIC/Télécoms en vue du développement dans les sociétés africaines.

Parallèlement, le SMSI doit être tout aussi conscient des besoins encore bien plus importants dans le domaine des techniciens, des agents d'exploitation et d'entretien, des agents et cadres administratifs indispensables dans tous les pays africains.

Pour parvenir à ces objectifs d'éducation et de formation, il faudra élargir le domaine d'intervention et d'interaction vertueuse et effective avec le SMSI ! On attend l'**UNESCO** dans cette perspective.

On attend aussi l'**UNIDO** qui devra être sollicitée par les organisateurs du SMSI au-delà de 2015 pour concevoir et mettre en place une politique d'industrialisation dans le domaine des TIC/Télécoms au niveau de chaque sous-région. Les africains ne doivent plus seulement être des utilisateurs ou « consommateurs », mais devenir de véritables acteurs et concepteurs dans leur société de l'information respective.

Enfin, on attend l'**OIT** ! Pas seulement pour accueillir (sympathiquement) le SMSI comme dans le passé, mais pour agir en phase avec le SMSI et répondre concrètement au défi africain en mettant en pratique ses concepts et programmes d'organisation du travail et des conditions dans lesquelles il s'exerce dans le domaine des TIC/Télécoms (cf en particulier la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable publiée en 2008, et le Rapport intitulé « *Growth, Employment and Decent Works in LDCs* » publié en 2011).

Voilà sur quoi nous devons travailler ardemment et exercer pleinement notre rôle, notre devoir !

C'est en prenant en compte –enfin !- ces réflexions et orientations réalistes et conformes à l'attente de la communauté internationale et des pays en développement, que le SMSI contribuera effectivement au Développement Durable et à ses objectifs fixés. Les pays du « Sud » et tout particulièrement l'Afrique nous y pressent.

*À l'horizon 2050, suivant l'évolution de la fécondité, l'Afrique pourrait compter 2,7 milliards d'habitants, au lieu des 2 milliards initialement prévus par les projections de population des Nations unies. En Afrique subsaharienne, le nombre de jeunes de moins de 14 ans aura doublé tandis qu'au cours de la prochaine décennie 11 millions de jeunes devraient faire leur entrée sur le marché du travail chaque année. « *Cette situation démographique peut constituer un formidable potentiel ou, au contraire, une bombe sociale à retardement* » (Anne Paugam). L'enjeu pour l'Afrique est clair : maîtriser son évolution démographique lui permettra d'en faire un véritable potentiel économique, avec un impact positif sur le développement.

Idées pour le développement : Afrique 2050 – Agir sur ses évolutions démographiques
AFD Septembre 2014

<http://ideas4development.org/afrique-2050-agir-ses-evolutions-demographiques/>

WSIS+10 Follow-Up – CSTD 2014-2015 Inter-Sessional Panel

Geneva – November 28th, 2014

Statements by Jean-Louis Fullsack, on behalf of CESIR

Topic 1 : Financing mechanisms for WSIS goals

Thanks Madam Chair. Thanks also to the Secretariate for its well documented Report which will be a reference for civil society as far as the WSIS stocktaking is concerned. My statement is about Chapter VI of this Report, namely financing mechanisms for the information society.

A also thank Mr Adama Samassekou for having recalled the central place of ethics in our objectives as well as cultural and linguistic diversity. This diversity in particular is the fundament of minorities or off-centered communities and it is expressed through community radios or televisions, the tools often more efficient than « broadband » because they are more socializing and able to ensure their survival and their development. That's why we should maintain these media at their due place in our working and in our objectives.

I also thank Mr Karklins for having recalled the importance of the financing problematic to which, so far, the WSIS didn't give the indispensable place nor the body.

At last I'd thank the honorable representative of Dominican Republic for having stressed the importance of network infrastructure for ensuring access for all to the services, and for having recalled the always existing gaps in the sub-regional and international interconnections in her Region. The same applies to Africa.

Before addressing the topic of my presentation two preliminary remarks are worth noting :

- The WSIS documents and the Report of the Secretariate emphasize on a regular basis the necessity of « measuring the outcomes » in achieving the

objectives. But they forget –or bypass- the need to **take stock of what has worked and what hasn't**. This serious flaw deprives the actors of an information society of the power for identifying the errors to be avoided and the lessons to be learnt for the future.

- **Infrastructures are mega-investments**. Therefore it is important to limit their amount as much as possible, before calling on the financiers. To that end, each new infrastructure project has to be assessed in relation to the current situation as well as to already programmed projects in its domain, (i) in terms of adequacy, which should eliminate possible duplication(s) or overlapping(s), and (ii) in terms of integration, which should contribute to create a true network or to optimize the existing one. The outcome of this assessment is the re-dimensioning of the concerned project and its final technical and financial validation.

The central topic of my statement is the **financing mechanisms for/of WSIS beyond 2015 objectives**. They form a fundamental problematic.

As it was recalled by Mr Karklins, the Task Force on Financing Mechanisms (TFFM) did a good job. But it had a limited lifetime and its proposals were incomplete. Indeed, it forgot the remittances sent by expatriates and the diaspora to their place of origin, when these fundflows represent an important financing mechanism, because their total amount surpasses the Official Development Aid (ODA) and because their much higher effectiveness in comparison with ODA in terms of development. Furthermore, the TFFM didn't take into account the effects of infrastructure mutualization in terms of ICT/Telecom investment. Yet, these two really innovative mechanisms have been brought to the attention of WSIS and TFFM by myself, on behalf of the CS Working group on Financing, whose Vice-chair I was, during the WSIS Tunis Phase.

These failings have been taken into account in the proposal of a permanent Working Group on financing the WSIS Action Plan objectives that I regularly presented during the successive WSIS Fora on behalf of CSDPTT then of CESIR, without getting any follow-up ; that's why I re-formulate my proposal today. It aims to establish a future Forum on Financing Mechanisms (FMF), on the model of the Internet Governance Forum (IGF). As such, the FMF will be a major tool for the WSIS beyond 2015 process, whose objectives credibility it will bolster.

The proposed FMF will consider remittances, in particular those directed towards off-centre and rural areas in DCs. What's more, it will integrate in its structure the concept and the methodology of cross-networks synergy (XNS), a multi-, trans- and inter-sectoral approach, that induces large savings in terms of

investment costs (CAPEX) as well as in terms of operation costs (OPEX) and of usage through cross-fertilization between general infrastructures. When XNS is systematically applied to any ICT/Telecoms infrastructure project, it will ensure its viability and it will contribute more effectively to a sustainable development of the area served by ICT/telecoms facilities.

Hence, the FMF will be the key for devoting ICTs to sustainable development, which is central to the WSIS beyond 2015 process.

Finally, I'd like to add that in 2010, CESIR has officially presented the XNS approach to all the actors involved in financing ICT/Telecoms development : the Worldbank, the European Development Fund, the African Development Bank and the ITU. Up to now, none of them did take any action.

Thank you Madam Chair.

Topic 2 : Relation Electricity-ICT/Telecoms

Thank you, Madam Chair for giving me the floor once again.

From the very beginning of WSIS and on behalf of CSDPTT, I drew the attention of the audience to the importance of electricity in deployment, use and operations of ICT/Telecoms in Developing Countries (DCs). I even claim that in these countries, the « electrical gap » prevails on the « digital gap ».

This statement is founded on my own experience I got during my numerous missions and stays in the framework of ITU assistance programs. In the continent's networks, power supply failures of technical sites or equipment are cause in ninety percent of major communication breaks. And these breaks even concern emerging countries such as South Africa where ESKOM, the public electrical utility, is cutting power several times a week through electrical load shedding.

If we can but welcome that Africa holds the world record in mobile telecommunications growth, we also must know that it holds the sad world record of the **worst quality of service for its communications**, thus for its networks ! An undeniable failure that nobody did value up to now.

Therefore it is urgent for WSIS to –at last- consider permanent availability of electricity as a prerequisite for the ICT/Telecoms deployment it calls for. As I always reminded the WSIS, electric power sources –especially in Africa- must be based on **renewable energy**, with highest priority to photovoltaics.

The sustainability feature that this electricity-ICT/Telecoms interdependence implies, also adds value. It induces a multisectoral approach –energy and communications- that is able to leverage efficiently sustainable development of the served area. Operators concerned show the –both material and human- potential for sharing their resources with communities, administrations, enterprises and organizations, hereby helping to achieve endogenous development of this area.

The approach I do recommend on behalf of CESIR, is a very concrete example for the contribution of WSIS beyond 2015 to the Sustainable Development Goals (SDGs), that the General Assembly of United Nations wants.

Topic 3 : Integrating African Universities and Technical Highschools in the work of WSIS

WSIS must no longer held incantatory sessions but, at the rise of its extension and in close consistency with the Sustainable Development Goals (SDGs), it must find its realistic way and vocation for the purpose of bringing its valuable contribution to achieve these goals.

Developing countries (DCs) should be its concern. Among them, Africa is a major and priority challenge because of its **demographic evolution**. Indeed, as soon as 2020, eleven million young people will annually join the « employment market* ».

WSIS must commit itself with its partners to meeting this challenge.

Education isn't only a question of e-training, but first of all a question of women and men that are to be mobilized and trained for transmitting their knowledge. It is within the functional domain of UNESCO, whose WSIS partners and all those who are committed in this action should assist.

Futhermore, Africa has highschools and teachers of high quality. Cheikh Anta Diop University in Dakar or the University of Nairobi, as well as half a dozen Universities in South Africa, are places of excellence. In the ICT/Telecoms domain, let's mention in particular ESMT in Dakar and AFRALTI in Nairobi, both respectively French- and English-speaking intergovernmental institutions,.

But as with Ecole Nationale Supérieure Polytechnique of Yaoundé or Sup'Com of Tunis, other educational institutions of recognized reference for quality exist on the continent.

In its WSIS beyond 2015 phase, **WSIS** should not only encourage them but **support** them prioritarily instead of promoting so-called private « academies ». It should raise effective exchange partnerships with universities and higher education institutions from industrialized countries. Moreover, WSIS should **associate** them in its work, through themes which it will submit them as well as researches and critical observations on the evolution of an information society, or the follow-up survey of the WSIS objectives that its organizers would ask them to carry out. The major part of these themes and research domains should be **interdisciplinary** for a better insight into the complex problematics of ICT/Telecoms for development in African societies.

In parallel, WSIS should also be aware of the even more important needs in the domain of technicians, operating agents and administration executives that are indispensable in all African countries.

For achieving these objectives in education and training, the domain of intervention and virtuous interaction with WSIS needs to be enlarged. We are awaiting signs from **UNESCO** in this regard.

We are also awaiting **UNIDO** which must be requested by the WSIS beyond 2015 organizers for devising and putting in place an industrialization policy in the ICT/Telecoms domain at the level of each Sub-Region. Africans may no longer be only users or « consumers », but become true actors and designers in their respective information society.

At last, we are awaiting **ILO** ! Not only for hosting (friendly) WSIS as it happened in the past, but for acting in-phase with WSIS and for addressing concretely the African challenge, by putting in practice its concepts and programs of organization of labour, and of the conditions under which labour is practiced in the ICT/Telecom domain (in particular in respect of the ILO Declaration on Social Justice for a Fair Globalization, issued in 2008, and of the ILO Report entitled Growth, Employment and Decent Works in LDCs, issued in 2011).

That's what we must diligently work on, in order to completely fulfill our role, our duty !

In considering –at last !- these thoughts and guidelines, both realistic and meeting the expectations of the international community and of developing countries, WSIS will efficiently contribute to Sustainable Development and its assigned goals. The countries of « the South », and more specifically Africa, urge us to take swift action in this regard.

I thank you Madam Chair.

* By 2050, following the evolution of its fertility rates, Africa would have 2,7 billion inhabitants, instead of 2 billion initially anticipated by the UN population projection. In sub-Saharan Africa, the number of young people with less than 14 years will have doubled whereas in the course of the next decade 11 million young people ought to enter the employment market each year. « This demographic situation could represent a tremendous potential, on contrary a social time bomb » (Anne Paugam, CEO of the French Development Agency AFD). The challenge for Africa is clear : understanding its demographic evolution will allow the continent to make a true economic potential from it, with a positive impact on development.

Exerpt from « *Idées pour le développement : Afrique 2050- Agir sur ses évolutions démographiques* »
AFD, September 2014.

<http://www.ideas4development.org/afrique-2050-agir-sur-ses-evolutions-demographiques/>